



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.173/2
du 12 juin 2019

advies 66.173/2
van 12 juni 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant la position juridique
pécuniaire du personnel des
services de police'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van de
geldelijke rechtspositie van het
personeel van de
politiediensten'

Le 13 mai 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 juin 2019. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Martine BAGUET, président de chambre, Wanda VOGEL, conseiller d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 juin 2019.

*

Op 13 mei 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 juni 2019. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Wanda VOGEL, staatsraad, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 juni 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

L'introduction de la note au Conseil des ministres expose ce qui suit :

« Les échelles de traitement du cadre opérationnel des services de police n'ont plus évolué depuis la réforme des services de police en 2001, contrairement à celles de la fonction publique fédérale qui ont fait l'objet d'une première revalorisation lors de la réforme Copernic dans le sillage de laquelle un mouvement analogue est intervenu pour les membres du personnel du cadre administratif et logistique des services de police. Ce système comprenant notamment des formations certifiées, une allocation de développement des compétences, ..., a ensuite été remplacé à la fonction publique fédérale, en 2013, par un nouveau système de carrières barémiques.

Une étude effectuée au sein des services de police a révélé l'existence d'une différence interpellante, en matière d'échelles de traitement entre les inspecteurs et les inspecteurs principaux et des grades comparables au sein de la fonction publique fédérale, surtout en cas d'ancienneté élevée, ce qui a également une incidence sur le calcul des pensions. En ce qui concerne les membres du cadre administratif et logistique, il existait également une différence importante pendant toute la carrière entre les consultants du niveau B et ceux des services publics fédéraux.

Ce projet d'arrêté royal a pour objet de remédier de manière progressive à ces constatations. Dans la foulée, il prévoit également, en exécution de l'accord de gouvernement, une simplification drastique et une modernisation du statut pécuniaire des membres du personnel des services de police entraînant la suppression de dix-huit allocations et indemnités fonctionnelles, des formations certifiées et des allocations de développement des compétence et l'instauration d'un système de chèques-repas.

Le Roi a accepté la démission du Gouvernement et l'a chargé, suivant la coutume constitutionnelle, d'expédier les affaires courantes. Les affaires qui n'exigent aucune initiative nouvelle de la part du Gouvernement et pour lesquelles la continuité du pouvoir impose l'intervention du Pouvoir exécutif, circulaire CMR du 21-12-2018 (2018A01056.001) point 3, doivent être poursuivies ».

Compte tenu de l'importance de la réforme en projet en matière de carrière pécuniaire, il serait utile, en l'espèce, que l'arrêté en projet soit accompagné d'un rapport au Roi dans lequel figurera notamment l'exposé des quatre volets des changements envisagés tels qu'exposés dans la note au conseil des Ministres : adaptation de certaines échelles de traitement, suppression de dix-huit allocations et indemnités fonctionnelles, mise en œuvre d'un système de chèque-repas et simplification du statut des membres du personnel du cadre administratif et logistique.

En conclusion, il est conseillé de joindre au texte en projet un rapport au Roi.

COMPÉTENCE DE LA SECTION DE LÉGISLATION

Un projet qui se limite à déterminer des échelles de traitement sans prévoir de conditions particulières à leur octroi n'a pas le caractère réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'État et ne doit donc pas être soumis à l'avis de la section de législation.

En l'espèce, les articles 3 à 7 et 25 à 29 et les annexes 1 à 6 du projet ne doivent pas être examinés puisqu'ils ont pour seul objet de fixer des échelles de traitement sans déterminer des critères justifiant leur application ¹⁻².

Par conséquent, l'examen de l'arrêté royal en projet est limité aux dispositions qui contiennent des échelles de traitement avec conditions particulières à leur octroi ainsi qu'aux autres dispositions qui n'ont pas pour objet des échelles de traitement.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 247, exemple d). Voir également le rapport annuel 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », pp. 35 et s.

² Voir, entre autres, les avis suivants de la section de législation :

– n° 31.391/2 donné le 16 mars 2001 sur un projet devenu l'arrêté royal du 30 mars 2001 'déterminant les échelles de traitement applicables aux membres de personnel du cadre administratif et logistique des services de police' <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/31391.pdf> ;

– n° 49.027/4 donné le 22 décembre 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 19 janvier 2011 'modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 2004 portant la réforme des carrières particulières des niveaux A, B, C et D et fixant les échelles de traitement des grades particuliers du Ministère de la Défense' <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/49027.pdf> ;

– n° 51.118/3 donné le 3 avril 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 septembre 2012 'modifiant l'arrêté royal du 4 avril 2003 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de la Direction générale Exécution des peines et mesures' <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/51118.pdf> ;

– n° 55.157/4 donné le 10 février 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 14 mars 2014 'modifiant l'arrêté royal du 18 mars 2003 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier' <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/55157.pdf> ;

– n° 64.847/4 donné le 27 décembre 2018 sur un projet devenu l'arrêté 2017/1353 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 'fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française' <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64847.pdf>.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'alinéa 10 du préambule mentionne l'accord de la Ministre de la Fonction publique. Celui-ci a été donné le 30 avril 2019.

Il s'agit en réalité d'un « accord partiel » puisqu'il ressort des pièces du dossier qu'il est formulé de la manière suivante :

« Conformément à l'article 7 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, j'ai l'honneur de vous communiquer, en tant que Ministre de la Fonction publique, que je peux marquer mon accord sur le projet d'arrêté royal modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police pour ce qui concerne les modifications apportées aux échelles de traitement et la suppression des allocations et indemnités ainsi que des formations certifiées.

Pour ce qui concerne les dispositions relatives à l'octroi à partir de 2023 des chèques-repas, je ne peux marquer mon accord étant donné que nous sommes en affaires courantes. En effet, la question de leur octroi ou non aux membres du personnel de la fonction publique fédérale, en ce compris ceux des corps spéciaux, est une problématique qui date depuis très longtemps. Cette problématique avait d'ailleurs été abordée dans un des points de l'accord sectoriel 2009-2010 pour les membres du personnel de la fonction publique administrative fédérale, avec l'idée d'arriver à l'avenir à une gestion uniforme des restaurants d'entreprise et des chèques repas. Or, jusqu'ici, aucun consensus n'a encore été trouvé. Même si cet accord sectoriel ne visait pas spécifiquement les corps spéciaux, je suis d'avis que la problématique doit être abordée dans sa globalité. Vous comprendrez dès lors la position que j'adopte ici.

Par conséquent, il va de soi que les dispositions actuelles relatives au remboursement des frais de nourriture doivent être maintenues.

En outre, sur le plan purement technique, le texte de l'arrêté doit être amendé comme suit :

- à l'article 12, il faut mentionner 'sans préjudice de l'article X1.II, 11 PJPol' ;
- à l'article 12, il y a lieu de remplacer les mots 'compte tenu de son' par 'à même' ;
- à l'article 37, il y a lieu d'ajouter 'avec la même ancienneté pécuniaire'.

J'attire également votre attention sur le fait que ce dossier ne peut entrer en contradiction avec les dispositions reprises dans la circulaire du Premier ministre relative aux affaires courantes du 21 décembre 2018 ».

Cet accord partiel de la Ministre de la Fonction publique a donné lieu, en application de l'article 8 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', à une délibération en conseil des Ministres du 10 mai 2019.

Celle-ci sera mentionnée au préambule du texte en projet.

2. Il ressort du compte rendu de la réunion du Conseil consultatif des bourgmestres du 14 février 2018 que le quorum n'était pas atteint.

En application de l'article 9 de l'arrêté royal du 6 avril 2000 'relatif au Conseil consultatif des bourgmestres', il y a dès lors lieu de mentionner, du fait que l'avis n'a pu être valablement donné sur le texte en projet, qu'il est passé outre à cet avis.

L'alinéa 12 du préambule sera revu en conséquence.

FONDEMENT JURIDIQUE

L'alinéa 1^{er} du préambule vise, au titre de fondement juridique, l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux'.

Celui habilite le Roi à fixer les modalités du statut des membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique.

Cependant, le texte en projet a une portée plus large puisqu'il a pour objet de modifier :

– l'arrêté royal du 15 janvier 2001 'établissant au département de l'Intérieur un Secrétariat administratif et technique' (articles 1^{er} et 2 du projet) ;

– l'arrêté royal du 20 juillet 2001 'relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale' (article 30 du projet) ;

– l'arrêté royal du 10 mai 2007 'établissant un Secrétariat administratif et technique auprès du Ministre de la Justice' (article 31 du projet) ;

– l'arrêté royal du 23 décembre 2008 'relatif au secrétariat de la commission permanente de la police locale et modifiant l'arrêté royal du 26 mars 2005 portant réglementation des détachements structurels de membres du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses' (article 32 du projet).

Le projet contient également des dispositions transitoires et des dispositions finales (articles 34 à 41 du projet).

Par conséquent, l'auteur du projet s'assurera qu'il dispose, pour les arrêtés précités, d'un fondement juridique suffisant.

Le préambule sera, le cas échéant, complété en conséquence.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 2

L'article 2, 3°, du projet, qui abroge l'article 7bis, § 2, de l'arrêté royal du 15 janvier 2001, tend à abroger une allocation mais sans prévoir de modalités à cette suppression comme tel est le cas, par exemple, pour l'allocation prévue au paragraphe 1^{er} du même article (article 2, 2°, du projet).

Interrogé sur cette différence, le fonctionnaire délégué a expliqué que c'est en raison de la circonstance qu'aucun membre du personnel n'est plus dans les conditions pour toucher cette allocation et qu'il est dès lors inutile de modaliser la suppression de celle-ci.

Cette explication mériterait d'être reprise dans le rapport au Roi.

Article 10

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il y a également lieu d'abroger les mots « minimum ou maximum » dans l'article VII.IV.1, § 2, du PJPol.

L'article 10 du projet sera complété en ce sens.

Article 24

Comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, la modification prévue à l'article 24 du projet doit s'appliquer à l'article XI.IV.19 du PJPol et non à l'article XI.IV.16 de celui-ci.

L'article 24 du projet sera revu en ce sens.

Article 41

Le texte en projet prévoit comme date charnière celle du 1^{er} juillet 2019.

Il s'agit de la date d'entrée en vigueur du texte en projet, sauf pour les exceptions énumérées à l'article 41 du projet.

Selon le fonctionnaire délégué, les dispositions en projet constituent un avantage pécuniaire pour les membres du personnel concernés.

Si tel n'était pas le cas, une rétroactivité ne serait pas admissible.

Le rapport au Roi expliquera en quoi le dispositif ainsi conçu a un effet positif pour les membres du personnel. Il contiendra par ailleurs une explication quant aux dispositions transitoires et quant aux entrées en vigueur particulières envisagées.

Enfin, dans un souci d'information des destinataires de la norme, eu égard à l'importance du changement sur leur statut pécuniaire, il est conseillé à l'auteur du texte d'adopter celui-ci et de le publier au *Moniteur belge* pour le 1^{er} juillet 2019.

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

In de inleiding van de nota aan de Ministerraad wordt het volgende uiteengezet:

“De loonschalen van het operationeel kader van de politie zijn niet meer geëvolueerd sinds de politiehervorming in 2001, en dit in tegenstelling tot die van het federaal openbaar ambt, waarvan de loonschalen een eerste maal in het raam van de Copernicushervormingen zijn opgewaardeerd en waarbij in die nasleep een soortgelijke beweging heeft plaatsgevonden voor leden van het administratief en logistiek personeel van de politiediensten. Van dit systeem dat onder andere de gecertificeerde opleidingen, een competentieontwikkelingstoelage, enz. omvatte, is afgestapt in 2013, waarna het actuele systeem van baremische loopbanen in voege is getreden binnen het openbaar ambt.

Uit de studie uitgevoerd bij de politie bleek dat er een belangrijk verschil vastgesteld werd in de loonschalen van de inspecteurs en hoofdinspecteurs en de vergelijkbare graden binnen het federaal openbaar ambt, en dit vooral in geval van een hogere anciënniteit, wat dan ook zijn impact heeft op de pensioenberekening van pensioenen. Wat de leden van het administratief en logistiek kader betreft, werd daarentegen ook een aanzienlijk verschil vastgesteld, tijdens de volledige gelijke geldelijke loopbaan tussen de consultants niveau B bij de politie en dezen bij het federaal openbaar ambt.

Dit ontwerp van koninklijk besluit heeft als doel om op een progressieve wijze tegemoet te komen aan deze bevindingen. In dit ontwerp van koninklijk besluit wordt getracht om aan deze vaststellingen tegemoet te komen, zij het op progressieve wijze. Tegelijk wordt, in uitvoering van het regeerakkoord, het geldelijk politiestatuut, drastisch gemoderniseerd en vereenvoudigd door de afschaffing van achttien functiegebonden toelagen en vergoedingen, de gecertificeerde opleidingen en competentieontwikkelingstoelagen, alsook door de invoering van maaltijdcheques.

De Koning heeft het ontslag van de Regering aanvaard en, volgens de grondwettelijke gewoonte, de Regering belast met de afhandeling van de lopende zaken. De zaken waarvoor geen nieuw initiatief van de Regering is vereist en die met het oog op

de continuïteit van het gezag door de Uitvoerende Macht moeten worden behandeld, CMR Omzendbrief van 21-12-2018 (2018A01056.00 I) punt 3, moeten worden voortgezet.”

Gelet op de omvang van de ontworpen hervorming van de geldelijke loopbaan zou het nuttig zijn om het ontworpen besluit vergezeld te laten gaan van een verslag aan de Koning waarin onder andere een toelichting gegeven zou worden over de vier categorieën van voorgenomen wijzigingen, zoals ze in de nota aan de Ministerraad uiteengezet zijn: aanpassing van bepaalde loonschalen, afschaffing van achttien functiegebonden toelagen en vergoedingen, invoering van een systeem van maaltijdcheques en vereenvoudiging van het statuut van de personeelsleden van het administratief en logistiek kader.

Kortom, er wordt aangeraden om de ontworpen tekst vergezeld te laten gaan van een verslag aan de Koning.

BEVOEGDHEID VAN DE AFDELING WETGEVING

Een besluit waarbij alleen loonschalen vastgesteld worden en aan de toekenning van die loonschalen geen bijzondere voorwaarden verbonden worden, is niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zodat het niet om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd behoort te worden.

In casu behoren de artikelen 3 tot 7 en 25 tot 29 en de bijlagen 1 tot 6 bij het ontwerp niet onderzocht te worden, aangezien ze er alleen toe strekken loonschalen vast te stellen zonder te voorzien in criteria op grond waarvan ze toegepast mogen worden.¹⁻²

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 247, voorbeeld d). Zie eveneens het jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab “De instelling”, 35 e.v.

² Zie onder andere de volgende adviezen van de afdeling Wetgeving:

– advies 31.391/2, dat op 16 maart 2001 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 30 maart 2001 ‘tot bepaling van de loonschalen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten’ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/31391.pdf>;

– advies 49.027/4, dat op 22 december 2010 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 19 januari 2011 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 2004 houdende hervorming van de bijzondere loopbanen van de niveaus A, B, C en D en tot vaststelling van de weddenschalen van de bijzondere graden bij het Ministerie van Landsverdediging’ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/49027.pdf>;

– advies 51.118/3, dat op 3 april 2012 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 6 september 2012 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 april 2003 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Directoraat-generaal uitvoering van straffen en maatregelen’ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/51118.pdf>;

– advies 55.157/4, dat op 10 februari 2014 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 14 maart 2014 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 maart 2003 houdende bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier’ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/55157.pdf>;

– advies 64.847/4, dat op 27 december 2018 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot besluit 2017/1353 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie’ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64847.pdf>.

Bijgevolg worden van het ontworpen koninklijk besluit alleen die bepalingen onderzocht die loonschalen bevatten voor de toekenning waarvan bijzondere voorwaarden gesteld worden alsook de overige bepalingen die geen betrekking hebben op loonschalen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In het tiende lid van de aanhef wordt melding gemaakt van de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken, die van 30 april 2019 dateert.

In feite gaat het om een “gedeeltelijke akkoordbevinding”, aangezien uit de stukken van het dossier blijkt dat die akkoordbevinding in de volgende bewoordingen gesteld is:

“Conformément à l'article 7 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, j'ai l'honneur de vous communiquer, en tant que Ministre de la Fonction publique, que je peux marquer mon accord sur le projet d'arrêté royal modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police pour ce qui concerne les modifications apportées aux échelles de traitement et la suppression des allocations et indemnités ainsi que des formations certifiées.

Pour ce qui concerne les dispositions relatives à l'octroi à partir de 2023 des chèques-repas, je ne peux marquer mon accord étant donné que nous sommes en affaires courantes. En effet, la question de leur octroi ou non aux membres du personnel de la fonction publique fédérale, en ce compris ceux des corps spéciaux, est une problématique qui date depuis très longtemps. Cette problématique avait d'ailleurs été abordée dans un des points de l'accord sectoriel 2009-2010 pour les membres du personnel de la fonction publique administrative fédérale, avec l'idée d'arriver à l'avenir à une gestion uniforme des restaurants d'entreprise et des chèques repas. Or, jusqu'ici, aucun consensus n'a encore été trouvé. Même si cet accord sectoriel ne visait pas spécifiquement les corps spéciaux, je suis d'avis que la problématique doit être abordée dans sa globalité. Vous comprendrez dès lors la position que j'adopte ici.

Par conséquent, il va de soi que les dispositions actuelles relatives au remboursement des frais de nourriture doivent être maintenues.

En outre, sur le plan purement technique, le texte de l'arrêté doit être amendé comme suit :

- à l'article 12, il faut mentionner ‘sans préjudice de l'article X1.II.11 PJPol’ ;
- à l'article 12, il y a lieu de remplacer les mots ‘compte tenu de son’ par ‘à même’ ;
- à l'article 37, il y a lieu d'ajouter ‘avec la même ancienneté pécuniaire’.

J'attire également votre attention sur le fait que ce dossier ne peut entrer en contradiction avec les dispositions reprises dans la circulaire du Premier ministre relative aux affaires courantes du 21 décembre 2018.”

Die gedeeltelijke akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken heeft met toepassing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole’ geleid tot overleg in de Ministerraad op 10 mei 2019.

Dat overleg moet in de aanhef van de ontworpen tekst vermeld worden.

2. Uit het verslag van de vergadering van de Adviesraad van burgemeesters d.d. 14 februari 2018 blijkt dat het quorum niet bereikt was.

Met toepassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 6 april 2000 ‘betreffende de Adviesraad van burgemeesters’ dient dan ook vermeld te worden dat, aangezien het niet mogelijk gebleken is om over de ontworpen tekst op geldige wijze advies uit te brengen, aan dat advies voorbijgegaan wordt.

Het twaalfde lid van de aanhef moet dienovereenkomstig herzien worden.

RECHTSGROND

In het eerste lid van de aanhef wordt als rechtsgrond artikel 121 van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus’ vermeld.

Bij dat artikel wordt de Koning ertoe gemachtigd de nadere regels te bepalen inzake het statuut van de personeelsleden van het operationeel en het administratief en logistiek kader.

De ontworpen tekst heeft evenwel een ruimere draagwijdte, aangezien die ertoe strekt wijzigingen aan te brengen in:

- het koninklijk besluit van 15 januari 2001 ‘tot instelling bij het departement van Binnenlandse Zaken van een Administratief-Technisch Secretariaat’ (artikelen 1 en 2 van het ontwerp);

- het koninklijk besluit van 20 juli 2001 ‘betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie’ (artikel 30 van het ontwerp);

- het koninklijk besluit van 10 mei 2007 ‘tot instelling bij de Minister van Justitie van een Technisch en Administratief Secretariaat’ (artikel 31 van het ontwerp);

- het koninklijk besluit van 23 december 2008 ‘betreffende het secretariaat van de Vaste Commissie van de Lokale Politie en tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen’ (artikel 32 van het ontwerp);

Het ontwerp bevat eveneens overgangsbepalingen en slotbepalingen (artikelen 34 tot 41 van het ontwerp).

Bijgevolg moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen of hij voor de voormelde besluiten wel over een toereikende rechtsgrond beschikt.

De aanhef moet in voorkomend geval dienovereenkomstig aangevuld worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

Artikel 2, 3°, van het ontwerp (waarbij artikel 7bis, § 2, van het koninklijk besluit van 15 januari 2001 opgeheven wordt) strekt tot het afschaffen van een toelage maar voorziet niet in nadere regels voor die afschaffing zoals wel het geval is voor bijvoorbeeld de toelage waarvan sprake is in paragraaf 1 van hetzelfde artikel (artikel 2, 2°, van het ontwerp).

Om uitleg gevraagd over dat verschil, heeft de gemachtigde ambtenaar verklaard dat geen enkel personeelslid nog voldoet aan de voorwaarden om die toelage te genieten en dat het dan ook niet nodig is om te voorzien in nadere regels voor de afschaffing ervan.

Die uitleg zou in het verslag aan de Koning opgenomen moeten worden.

Artikel 10

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat, in artikel VII.IV.1, § 2, RPPol, de woorden “minimum- of maximumloonschalengroep” telkens vervangen moeten worden door het woord “loonschalengroep”.

Artikel 10 van het ontwerp moet in die zin aangevuld worden.

Artikel 24

Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, dient de wijziging die vervat is in artikel 24 van het ontwerp aangebracht te worden in artikel XI.IV.19 RPPol en niet in artikel XI.IV.16 RPPol.

Artikel 24 van het ontwerp moet in die zin herzien worden.

Artikel 41

In de ontworpen tekst wordt als scharnierdatum 1 juli 2019 bepaald.

Dat is de datum waarop de ontworpen tekst in werking treedt, uitgenomen de uitzonderingen die in artikel 41 van het ontwerp opgenomen zijn.

Volgens de gemachtigde ambtenaar vormen de ontworpen bepalingen een geldelijk voordeel voor de betrokken personeelsleden.

Als dat niet het geval zou zijn, zou terugwerkende kracht niet aanvaard kunnen worden.

In het verslag aan de Koning moet uitgelegd worden in welk opzicht het aldus ontworpen dispositief gunstige gevolgen heeft voor de personeelsleden. In dat verslag moet daarenboven uitleg opgenomen worden over de overgangsbepalingen en over de bijzondere data van inwerkingtreding waarin voor een aantal bepalingen is voorzien.

Met het oog op het informeren van de adressaten van de regel, gelet op de aanzienlijke weerslag van de wijziging op hun geldelijk statuut, wordt aan de steller van de tekst ten slotte de raad gegeven om de tekst voor 1 juli 2019 vast te stellen en in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Charles-Henri VAN HOVE

Jacques JAUMOTTE